



FÉVRIER
2025



La montée en puissance de l'extrême droite

L'AfD et le choix de la radicalité

Valérie DUBSLAFF

Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteurice.

ISBN : 979-10-373-0995-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Potsdam, Allemagne – 12 janvier 2025 : Affiche électorale de l'AfD pour l'élection fédérale allemande de 2025 montrant la candidate principale Alice Weidel
© Achim Wagner/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Valérie Dubslaff, « La montée en puissance de l'extrême droite. L'AfD et le choix de la radicalité », *Notes du Cerfa*, n° 184, Ifri, février 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Autrice

Valérie Dubsloff, normalienne agrégée, est docteure en études germaniques et en histoire contemporaine. Depuis 2018, elle est maîtresse de conférences en civilisation allemande à l'université Rennes 2/ERIMIT. Ses travaux portent sur l'histoire des femmes et du genre ainsi que sur le système politique et l'évolution de l'extrême droite en Allemagne après 1945. Elle a publié „*Deutschland ist auch Frauensache*“, *NPD-Frauen im Kampf für Volk und Familie* aux éditions De Gruyter Oldenbourg (2022) et codirigé *Femmes contre le changement. Conservatisme, réaction et extrémisme en Europe, XVIII^e-XXI^e siècle* aux Presses universitaires de Rennes (2024) ainsi que *L'Allemagne et au-delà. Questionner les dynamiques nationales et transnationales* aux éditions Franz Steiner Verlag (2024).

Résumé

Fondée en 2013, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a continuellement durci ses positions au gré des crises. Depuis 2015-2016 et l'arrivée massive d'immigrés en Allemagne, elle se positionne comme un parti virulemment anti-migrants et continue de consolider son assise dans le système politique allemand, notamment dans les parlements. Si son ancrage est surtout fort dans les régions de l'Est où se trouvent ses principaux bastions, elle séduit également de plus en plus d'électeurs à l'Ouest dans un contexte global de normalisation de l'extrême droite et un contexte national marqué par une forte déstabilisation économique et politique. Selon les sondages, l'AfD pourrait atteindre un score inédit lors des élections législatives anticipées du 23 février 2025. Bien que tenue à l'écart du pouvoir par un consensus anti-extrémiste – toutefois fortement ébranlé ces dernières semaines –, l'AfD possède un certain pouvoir de blocage et n'a cessé d'étendre son influence par sa politique d'entrisme dans les institutions politiques et publiques ainsi que par sa propension à s'allier aux forces les plus radicales dans la sphère pré-politique. La campagne électorale en cours lui sert de vecteur pour diffuser son programme ethno-nationaliste basé sur un souverainisme anti-européen, raciste et sécuritaire, sur un libéralisme économique anti-social et un projet de société ultraconservateur. Il est porté par une candidate, Alice Weidel, dont le profil détonne au sein de l'AfD. Adulée par ses partisans pour sa communication « disruptive », elle mène une campagne très maîtrisée et profite autant de puissants soutiens étrangers que de l'extrême polarisation, en Allemagne, du débat politique sur la question migratoire.

Abstract

Founded in 2013, the *Alternative für Deutschland* (AfD) has become increasingly radical as crises have unfolded. Since 2015-2016 and the massive influx of immigrants into Germany, it has positioned itself as a virulently anti-migrant party and continues to consolidate its foothold in the German political system, particularly in parliaments. While its roots are very strong in the eastern regions, where its main strongholds are located, it is also attracting more and more voters in the west, against an overall backdrop of normalization of the far right and a national context marked by strong economic and political destabilization. According to opinion polls, the far-right party could achieve an unprecedented score in the early parliamentary elections on February 23, 2025. Although kept out of power by an anti-extremist consensus – albeit one that has been severely shaken in recent weeks – the AfD has a degree of blocking power and has steadily extended its influence through its policy of entry into political and public institutions and its propensity to ally itself with the most radical forces in the pre-political arena. The current election campaign is being used as a vehicle to disseminate its ethno-nationalist program based on anti-European, racist and security-oriented sovereignty, anti-social economic liberalism and an ultraconservative vision of society. It is led by a candidate, Alice Weidel, whose profile within the AfD is very atypical. Adulated by her supporters for her “disruptive” communication, she is conducting a very controlled campaign and is benefiting as much from powerful support from abroad as from the extreme polarization of the political debate in Germany on the issue of migration.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 7 |
| LA PLACE DE L'AFD DANS LE PAYSAGE POLITIQUE..... | 9 |
| Retour sur l'histoire du parti : une radicalisation au gré des crises | 9 |
| L'ancrage territorial, politique et institutionnel | 11 |
| IDÉOLOGIE ET PROGRAMME ÉLECTORAL DE L'AFD | 15 |
| La récupération du national-socialisme historique..... | 15 |
| Une politique étrangère et de défense inféodée aux « intérêts allemands » | 16 |
| La question migratoire et le plan de « remigration » | 17 |
| Un programme néolibéral et anti-social | 19 |
| Un retour en arrière : un projet de société ultraconservateur..... | 19 |
| LES TEMPS SONT À LA RÉACTION : | |
| UNE CAMPAGNE SOUS DES AUSPICES DROITIÈRES..... | 21 |
| Banalisation des extrêmes droites européennes dans un contexte de crise multiple | 21 |
| Alice Weidel, candidate de l'AfD et égérie de l'extrême droite..... | 23 |
| Une dynamique de campagne favorable | 26 |
| L'AFD COMME DEUXIÈME FORCE POLITIQUE À L'ISSUE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES ? | 28 |

Introduction

La rupture de la coalition « feu tricolore », début novembre 2024, a ouvert un vaste champ des possibles dans la politique allemande. Le balancier tend désormais très clairement vers la droite du spectre politique : alors que les partis de gouvernement, les sociaux-démocrates (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD), les Verts et les libéraux (Freie Demokratische Partei, FDP), sortent fortement affaiblis de cette épreuve, la première force d'opposition, l'union constituée de l'Union chrétienne-démocrate (Christlich-demokratische Union, CDU) et de l'Union sociale-démocrate bavaroise (Christlich-soziale Union, CSU) célèbre la fin de l'ère Scholz et se positionne en tant que « relève » naturelle en vue d'une alternance politique que doivent acter les élections législatives anticipées du 23 février 2025. Toutefois, alors que la campagne électorale bat son plein, une autre force politique se dégage très nettement du lot : l'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD), parti d'extrême droite, qui sait mieux que les autres attirer les projecteurs et dominer le débat public en imposant ses thèmes et en forçant les autres partis à se situer par rapport à lui. Emmenée par Alice Weidel, l'AfD est omniprésente dans les médias et s'érige aujourd'hui comme force politique incontournable. Elle pourrait doubler le score obtenu en 2021 aux dernières élections législatives (10,2 %) et atteindre un nombre de voix record pour un parti d'extrême droite dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne. Ainsi, les élections de février 2025 seront assurément inédites : elles accéléreront la recomposition du paysage politique déjà en cours.

Pourtant, l'Allemagne ne fait pas exception. Elle semble, au contraire, suivre des dynamiques que l'on constate ailleurs, et notamment en Europe où les systèmes démocratiques libéraux sont continuellement ébranlés par l'essor de partis d'extrême droite. Mais l'AfD semble prendre le contre-pied des autres formations nationalistes qui, pour augmenter leur acceptabilité et leurs chances de gouverner – on pense à la stratégie de « dédramatisation » du Rassemblement national (RN) en France ou de la « modération » affichée de la Fratelli d'Italia, notamment en termes de politique européenne –, se sont déradicalisées et rapprochées du centre. L'AfD, au contraire, n'a cessé de « s'extrémiser ». À la vue des sondages et des pronostics, cette stratégie semble, pour le moment, être fructueuse.

Force *anti-establishment* assumée, elle est toujours tenue à l'écart du pouvoir par un « cordon sanitaire » anti-extrémiste, certes de plus en plus poreux, mais elle possède un pouvoir de nuisance et une influence certaine étant donné qu'elle siège déjà dans de nombreux parlements, administrations et institutions publiques, dans les communes, les régions et

à l'échelle fédérale. Grâce à sa posture contestataire, elle gagne du terrain au gré des élections et séduit un électorat de plus en plus large qu'elle compte mobiliser pour les élections législatives. Ainsi, elle joue le rôle de pivot et de trouble-fête dans cette campagne reflétant plus que jamais les clivages qui traversent la société allemande. Quels sont les mécanismes et les facteurs de son succès ? Quel éclairage porter sur son histoire, son ancrage politique, son programme ethno-nationaliste et les dynamiques de sa campagne électorale ?

La place de l'AfD dans le paysage politique

Retour sur l'histoire du parti : une radicalisation au gré des crises

L'AfD est fondée le 4 avril 2013, en pleine crise de la dette souveraine dans la zone euro. Son fondateur, Bernd Lucke, ancien chrétien-démocrate et professeur d'économie à Hambourg, entend marquer son opposition à la politique de sauvetage de l'euro présentée par la chancelière Angela Merkel comme seule et unique politique envisageable (*alternativlos*¹). L'AfD, dont le nom est un pied de nez adressé à la chancelière s'affiche ainsi d'emblée comme « alternative » à la politique gouvernementale et plaide pour le souverainisme et la sortie de l'euro. C'est avec un programme eurosceptique à tendance nationale-libérale que Lucke part en campagne pour les législatives de 2013, avec le but de s'implanter à droite de la CDU/CSU et de rétablir une « hégémonie néoconservatrice² ». L'AfD manque cependant de peu l'entrée au Bundestag en septembre 2013³, échec qui génère des tensions internes autour de l'orientation générale et des thèmes à valoriser au sein du parti. Si les thématiques anti-européennes et économiques, le refus de la monnaie unique ou le rejet des institutions supranationales permettent à l'AfD de se maintenir un temps dans le débat public et la scène politique, elles ne sont toutefois pas porteuses sur la durée. S'imposent ainsi, au fil des années, dans un rapport conjoncturel aux crises, les courants et personnalités qui savent le mieux les exploiter. En juillet 2015, lors de son congrès national, Frauke Petry remplace Bernd Lucke à la direction du parti. Profitant de la « crise des réfugiés », elle change de cap et adopte une ligne nationale-conservatrice contrant la doxa merkelienne du « *Wir schaffen das* » (« Nous allons y arriver »), fondée sur l'accueil des réfugiés en provenance de Syrie et du Maghreb. Ce faisant, elle transforme l'AfD en parti anti-gouvernemental, ethnocentriste et raciste qui criminalise les demandeurs d'asile et les réfugiés. Les questions migratoires, sécuritaires, identitaires et anti-genre prennent alors le pas sur les

1. Il s'agit là de l'actualisation merkelienne du slogan utilisé par Margaret Thatcher en 1980 pour justifier une politique économique néolibérale. Depuis, « *there is no alternative* » (TINA) a été décliné sous diverses formes et repris dans différents pays. Cf. A. Séville, « *There is no alternative* ». *Politik zwischen Demokratie und Sachzwang*, Francfort/Main, Campus, 2017.

2. F. Virchow, « Alternative für Deutschland (AfD), un parti d'extrême droite ? », *Notes du Cerfa*, n° 152, Ifri, mars 2020, p. 9.

3. N'ayant obtenu que 2 millions de voix et 4,7 % des suffrages, l'AfD n'a pas réussi à dépasser la barre des 5 % qui limite l'entrée dans la plupart des parlements en Allemagne.

questions économiques. L'AfD se positionne désormais comme parti résolument nationaliste dans le champ politique allemand et poursuit sa conquête des parlements régionaux, entamée en 2014 dans le Brandebourg, en Thuringe et en Saxe, des *Länder* de l'est de l'Allemagne. En 2016, elle est représentée dans la moitié des parlements régionaux, en 2018 dans tous les parlements. En 2025, en revanche, elle ne siège plus que dans 14 des 16 assemblées régionales.

2017 est l'année où elle parvient à percer le plafond de verre à l'échelle fédérale, en obtenant 12,6 % des voix aux élections législatives : l'AfD fait son entrée au Bundestag, une première pour un parti d'extrême droite dans l'histoire de l'Allemagne fédérale. La même année, au faîte de son succès, un conflit intestine oppose Frauke Petry, partisane d'une *realpolitik* nationale-conservatrice, et Björn Höcke, chef de file de la fédération de Thuringe et représentant de « l'Aile » (« *der Flügel* »), adepte d'une ligne ethno-nationaliste. Dans ce conflit entre modérés et radicaux, Petry est mise en minorité ; elle finit par quitter le parti, en guise de protestation contre la radicalisation du parti. Jörg Meuthen qui prend la suite à la tête du parti ordonne la dissolution de « l'Aile » en 2020, mais échoue, lui aussi, à endiguer les forces radicales qui sont majoritaires dans des fédérations de l'Est – certes moins importantes numériquement, mais très fortes électoralement. Meuthen quitte également le parti en 2022. Le duo de dirigeants actuel, constitué de Tino Chrupalla et d'Alice Weidel, a fait sien la ligne de Höcke, convaincu que la radicalité paie politiquement. Ainsi, en douze années d'existence, l'AfD a connu une mue substantielle : fondée comme « parti de professeurs » (*Professorenpartei*) national-libéral et eurosceptique, elle est aujourd'hui un parti d'extrême droite anti-républicain et ethno-nationaliste aux relents néonazis, avec pour thème principal l'immigration.

Son histoire et sa radicalisation sont le reflet des changements survenus dans la société allemande, ces dix dernières années : l'extrême droite a prospéré sur l'accumulation des crises européennes et globales – la crise « des réfugiés », la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine et au Proche-Orient – qui ont, par ricochet, fragilisé l'Allemagne, déstabilisé son système économique, exacerbé les clivages sociaux, politiques et culturels déjà existants, et confronté le pays à des questions existentielles : quelle place pour les immigrés et demandeurs d'asile dans une société multiculturelle qui ne s'assume pas comme telle ? Quelle place aussi pour les juives et juifs dans une société post-nazie hantée par le conflit israélo-palestinien ? Quelle résilience face à la menace d'une guerre sur le continent européen ? Comment assurer la sécurité et l'intégrité de l'espace national et numérique face à l'impérialisme russe, chinois et désormais états-unien ? Comment préserver le niveau de vie des Allemands dans un système en crise ? Comment dépasser les lenteurs et blocages démocratiques dans un monde en mouvement ? Le « changement d'époque » (*Zeitenwende*), invoqué par le chancelier Scholz en 2022, est bel

et bien là ; il a brouillé les repères identitaires et nationaux et ouvert un boulevard à l'extrême droite qui capitalise sur la polarisation des opinions et qui récupère électoralement les peurs et rancœurs ambiantes.

L'ancrage territorial, politique et institutionnel

L'implantation politique de l'AfD ne cesse de se confirmer au gré des élections. Son ancrage est particulièrement fort à l'est de l'Allemagne, comme l'ont de nouveau prouvé les élections régionales en Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg de septembre 2024, lors desquelles le parti a atteint des scores historiquement élevés. Dans deux de ces trois *Länder*, il s'affirme comme première force politique, obtenant plus de 30 % des suffrages exprimés⁴. Si le parti progresse aussi à l'Ouest au fil des élections, c'est bien à l'Est qu'il possède ses plus solides bastions. Il y revendique un statut de « parti populaire » (*Volkspartei*), statut traditionnellement réservé aux deux grands partis fédérateurs qu'ont été la CDU et le SPD, mais dont l'influence s'érode dans ces régions. Les raisons du succès de l'AfD sont multiples. Elles sont autant liées à la singularité historique, mémorielle et culturelle de ces cinq régions – le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, le Brandebourg, la Saxe, la Saxe-Anhalt et la Thuringe – qui couvrent le territoire de l'ex-RDA qu'à des facteurs sociaux, économiques et démographiques, particulièrement sensibles à l'Est. Plus de 35 ans après l'unité allemande, l'Est est loin d'avoir rattrapé l'Ouest en termes de richesses, d'égalité territoriale et de représentation politique ou économique⁵. Les frustrations nourries à l'égard des partis traditionnels et des élites politiques de « Berlin », souvent jugés déconnectés des besoins et attentes « des petites gens » sur le terrain, forment un terreau propice à l'AfD qui politise à l'envi l'exceptionnalité est-allemande. L'Est lui sert autant de laboratoire d'idées que de terrain de jeu politique où elle peut tester des slogans, des idées et des pratiques. Elle y met à rude épreuve les capacités de résistance de ses opposants politiques, notamment dans les parlements est-allemands où elle occupe systématiquement entre un quart et un tiers des sièges.

Que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, l'AfD est désormais une formation politique incontournable et s'apprête à renforcer sa position au Bundestag. Par conséquent, elle est au cœur du jeu politique, bien que les autres partis

4. L'AfD a obtenu 32,8 % des voix en Thuringe, 30,6 % en Saxe et 29,2 % dans le Brandebourg. Cf. V. Dubslaff, « AfD, le vent en poupe », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 250, octobre-décembre 2024, p. 115-125.

5. Sur les disparités Est-Ouest et les raisons du fort ancrage de l'extrême droite dans les régions est-allemandes, voir *ibid.*, p. 116-119 ; P. Manow et H. Schwander, « Eine differenzierte Erklärung für den Erfolg der AfD in West- und Ostdeutschland », in H. Brinkmann et K.-H. Reuband (dir.), *Rechtspopulismus in Deutschland, Wahlverhalten in Zeiten politischer Polarisierung*, Wiesbaden, Springer Verlag, 2022, p. 163-191.

continuent tant bien que mal de la tenir à l'écart du pouvoir et des coalitions gouvernementales. Le cordon sanitaire anti-extrémiste – les Allemands utilisent la métaphore du « mur pare-feu » (« *Brandmauer* ») – se fissure, mais il tient toujours à l'échelle fédérale et régionale où les forces politiques traditionnelles excluent (encore) tout partenariat avec le parti d'extrême droite, quitte à gouverner avec une coalition minoritaire. C'est le cas en Saxe où la CDU du ministre-président Michael Kretschmer s'est alliée au SPD contre l'AfD, arrivée en deuxième position aux élections de l'automne 2024. À l'échelle communale en revanche, les coopérations entre partis démocratiques et l'AfD sont plus courantes et parfois inévitables⁶.

Sa marginalisation dans les hémicycles des parlements régionaux et du Bundestag ne signifie pas pour autant qu'elle est impuissante ou inactive. Au contraire, l'Alternative possède dorénavant un pouvoir de blocage certain (*Sperrminorität*) dans les parlements de Thuringe et du Brandebourg où elle occupe plus d'un tiers des sièges : elle peut y entraver les processus législatifs, en empêchant par exemple la nomination de juges constitutionnels régionaux. En tant que premier parti d'opposition dans de nombreux autres parlements régionaux, elle dispose en outre d'une visibilité particulière et de l'octroi de divers avantages comme un temps de parole plus long en séance plénière, de plus de moyens que les petits groupes parlementaires (en termes de ressources, de personnel, et de matériel) ainsi que des postes à responsabilité (présidences de commission, etc.). Elle jouit de surcroît de possibilités d'entrisme dans des institutions publiques : ses députés siègent dans des comités directeurs ou des instances de contrôle d'organismes publics comme par exemple les Agences régionales ou fédérales d'éducation civique (*Bundes- und Landeszentralen für politische Bildung*), les musées, les mémoriaux de camps de concentration, les fondations, les radios ou la télévision. Ils s'y opposent, avec plus ou moins de succès, à tout financement dédié aux programmes de lutte contre l'extrême droite et la xénophobie, ou aux programmes de valorisation de la diversité (culturelle, confessionnelle ou sexuelle) et de la démocratie. Depuis 2017, l'AfD, comme les autres partis allemands, possède sa fondation propre, la *Desiderius-Erasmus-Stiftung*, que dirige actuellement l'ancienne députée chrétienne-démocrate et présidente de la Fédération des expulsés (*Bund der Vertriebenen*) Erika Steinbach. Bien qu'elle ne bénéficie pas, pour le moment, de financements publics⁷, que ses marges de manœuvre soient donc limitées par le manque de moyens, la fondation œuvre déjà à la propagation d'une éducation politique et civique « alternative », c'est-à-dire extrémiste. Elle a pour vocation, à terme, de

6. W. Schroeder, D. Ziblatt *et al.*, « Brandmauer – is still alive! Empirische Ergebnisse zur Unterstützung der AfD in den ostdeutschen Kommunen durch etablierte Parteien (2019-2024) », Discussion Paper, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, 2024, disponible sur : <https://bibliothek.wzb.eu>.

7. L'AfD doit avoir été élue et avoir constitué un groupe parlementaire au Bundestag trois fois de suite. Elle pourrait bénéficier de financements publics à partir de 2025.

financer des bourses et programmes universitaires et de soutenir la formation et professionnalisation de ses sympathisants, son but étant de consolider son emprise sur les universités et les instituts de formation de la jeunesse, puis d'étendre son influence dans différents corps de métier, y compris auprès des juges, dans la police et les services secrets, dans l'armée, auprès des enseignants et dans d'autres secteurs du service public.

Tel est en effet l'objectif premier de l'AfD dans l'espoir et l'attente d'une prise de pouvoir par les urnes : étendre les réseaux d'influence en politique et dans tous les domaines de la société, notamment dans l'espace pré-politique où elle dispose déjà de puissants relais. En dépit de clauses d'incompatibilité, interdisant à tout membre de groupuscules d'extrême droite, d'extrême gauche, d'organisations criminelles, aux adeptes de l'islamisme radical ou de la *scientology* d'adhérer à l'Alternative⁸, il existe des liens avérés avec les cercles nationalistes qui se forment au travers de rencontres, de collaborations ou d'actions communes. L'AfD, par le truchement de ses dirigeants, ses élus, ses permanents et ses adhérents, entretient des relations évidentes avec le mouvement identitaire et sa figure de proue en Autriche, Markus Sellner, mais aussi avec des camaraderies ou des partis néonazis (*Die Heimat* et *Dritter Weg*). L'AfD fédère et intègre les éléments les plus radicaux : non seulement les activistes font carrière sous la bannière du parti en tant que conseillers politiques, assistants parlementaires et élus des assemblées communales ou régionales⁹, mais ils font également office de caisse de résonance en dehors du parti, en portant son message politique dans la rue et dans les réseaux sociaux comme « X » où leur communication est facilitée par une politique d'algorithmes complaisante. Des dirigeants de l'AfD comme Björn Höcke ou Tino Chrupalla s'affichent, enfin, régulièrement – dernièrement, lors du congrès du parti en janvier 2025 –, aux côtés de Götz Kubitschek, éditeur, publiciste et véritable éminence grise de l'extrême droite allemande. Son Institut de politique étatique (*Institut für Staatspolitik*), auto-dissous au printemps 2024 parce que qualifié d'« extrémiste avéré » (*gesichert rechtsextrem*) par l'Office fédéral de protection de la Constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*), a accueilli pendant des années des permanents de l'AfD dans le cadre de formations politiques et idéologiques à Schnellroda en Basse-Saxe où Kubitschek a établi son fief. Fervent partisan d'un « gramscisme de droite¹⁰ », ce dernier met l'accent sur la

8. La liste exhaustive des organisations, pour lesquelles valent les clauses d'incompatibilité avec une adhésion à l'AfD est publiée sur le site de l'AfD, disponible sur : www.afd.de.

9. J. Reichart, « Extremisten – Wie ernst ist es der AfD mit ihrer Abgrenzung? », BR24, 23 octobre 2024, disponible sur : www.br.de.

10. Antonio Gramsci, philosophe marxiste et cofondateur du Parti communiste italien, a été condamné en juin 1928 à vingt ans de prison par la justice sous le fascisme. Pendant son incarcération, il s'est penché sur les conditions à réunir pour conquérir et conserver le pouvoir politique. Selon lui, la force militaire seule ne suffit pas à le conserver à long terme, il faut au contraire imprégner les mentalités et exercer une « hégémonie culturelle » pour obtenir une large adhésion au régime. Cf. A. Gramsci, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 2021.

« métapolitique » : selon lui, on ne peut gagner la bataille politique qu'à condition de remporter la bataille des idées. Il faut donc transformer les mentalités, redéfinir les mots, orienter le discours, afin de conquérir les esprits et d'exercer une domination culturelle qui doit mener le nationalisme politique au pouvoir. Ainsi, à travers son institut, sa revue *Sezession*, sa maison d'édition Antaios et ses vastes réseaux, Kubitschek offre une infrastructure à la fois intellectuelle, théorique et activiste à toute l'extrême droite. Ce faisant, il exerce une influence stratégique et idéologique certaine sur l'AfD.

Idéologie et programme électoral de l'AfD

La récupération du national-socialisme historique

La mue politique, amorcée au mitan des années 2010, s'est accompagnée d'un glissement idéologique qui a mené le parti national-libéral des débuts (2013) vers une orientation nationale-populiste (2015), puis, sous l'effet d'une extrémisation accélérée, vers une ligne clairement ethno-nationaliste et identitaire au début des années 2020. En 2025, l'AfD fonde sa définition de la nation sur l'exaltation de l'identité et une vision xénophobe, raciste et antisémite de la société, comprise comme ethniquement homogène. Sa conception du politique et de l'État est autoritaire, liberticide et très vraisemblablement antidémocratique, ce qui lui vaut par ailleurs une surveillance accrue par l'Office fédéral de protection de la Constitution et un débat parlementaire sur son anti-constitutionnalité au Bundestag, le 30 janvier 2025. Les politistes allemands s'accordent pour dire que le parti agrège des forces diverses allant du national-conservatisme au néonazisme en passant par la « Nouvelle droite ». Parfois qualifié de « néofasciste » (Claus Leggewie), le parti se situe clairement à l'extrême droite¹¹, même s'il réfute pour lui-même cette labélisation.

Sa proximité idéologique avec le national-socialisme paraît de plus en plus tangible. Certains dirigeants, à l'instar de Björn Höcke ou de Maximilian Krah, tête de liste de l'AfD aux élections européennes de juin 2024, ne cachent guère leur adhésion aux idées « *völkisch* » (populaire dans le sens national-socialiste) qu'ils contribuent à diffuser¹². Le parti en revanche, par stratégie, ne peut pas revendiquer ouvertement l'héritage nazi – cela suffirait à la Cour constitutionnelle fédérale pour l'interdire selon l'article 21 de la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) –, mais les références larvées ou codées au nazisme sont nombreuses. Elles passent par la récupération intentionnelle du vocabulaire national-socialiste : des termes comme « *Lügenpresse* » (presse mensongère), « *Volksverräter* » (traîtres au peuple) ou « *Volkstod* » (mort du peuple) sont remis au goût du jour dans les écrits et prises de paroles de représentants de l'AfD qui tentent

11. M. Quent et F. Virchow (dir.), *Rechtsextrem, das neue Normal? Die AfD zwischen Verbot und Machtübernahme*, Munich, Piper, 2024, p. 9.

12. Ils en font part dans les ouvrages qu'ils ont publiés, cf. M. Krah, *Politik von rechts, ein Manifest*, Schnellroda, Antaios Verlag, 2023 ; B. Höcke, *Nie zweimal in denselben Fluß, Björn Höcke im Gespräch mit Sebastian Hennig*, Lüdinghausen, Manuscriptum, 2018.

non seulement de les réhabiliter, mais aussi de les imposer dans le débat public pour repousser toujours plus les limites du dicible et de l'acceptable. Elles passent également par la relativisation du régime national-socialiste et de ses crimes, comme l'ont fait Alexander Gauland, ancien chef de parti, quand il qualifiait le nazisme de « *Vogelschiss* » (« fiente d'oiseau ») dans l'histoire allemande, et Maximilian Krah, en expliquant que les SS n'étaient pas tous des criminels. Les sympathisants de l'AfD ne sont pas en reste, lorsqu'ils scandent « *Alice für Deutschland* » (Alice pour l'Allemagne) pendant les rassemblements, en hommage à Alice Weidel, candidate à la chancellerie mais qui ressemble acoustiquement au slogan « *Alles für Deutschland* » (Tout pour l'Allemagne) qu'affectionnaient autant les SA nazis que Björn Höcke, condamné, en mai 2024, par un tribunal de Halle pour l'avoir utilisé lors de meetings politiques. Elles passent enfin par le révisionnisme historique, auquel s'est employée Alice Weidel en qualifiant Adolf Hitler de « communiste » en janvier 2025, à rebours de tout consensus historien¹³.

Une politique étrangère et de défense inféodée aux « intérêts allemands »

Ce socle idéologique détermine le programme électoral du parti qui dans sa teneur et son propos paraît cependant beaucoup moins radical, parce qu'il s'adresse autant à ses électeurs habituels qu'aux électeurs conservateurs déçus de la démocratie chrétienne que l'AfD espère récupérer. Ainsi, son souverainisme nationaliste se reflète dans son programme de politique étrangère¹⁴ qu'elle entend centrer non pas sur des « valeurs » (*wertebasierte Außenpolitik*), comme le faisait la ministre des Affaires étrangères de la coalition « feu tricolore » Annalena Baerbock, mais sur des « intérêts allemands ». Prônant une « Europe des nations », l'AfD rejette le « centralisme » de l'Union européenne (UE) qu'elle envisage de remplacer par une « Communauté économique et d'intérêt¹⁵ ». Elle milite pour le « Dexit », c'est-à-dire la sortie de l'Allemagne de l'UE, alors que son appartenance à l'UE est inscrite dans la Constitution allemande et que les experts s'accordent pour dire qu'une telle mesure aurait des conséquences dévastatrices pour le pays, mais cet argument ne semble pas jouer en défaveur de la popularité de l'AfD. Cette dernière plaide également pour la sortie de la zone euro et la réintroduction de la monnaie nationale¹⁶.

13. Alice Weidel a fait cette affirmation, le 9 janvier 2025, lors de sa discussion en ligne avec Elon Musk. Elle a été transmise en streaming sur « X ». Cf. « Elon Musk-Alice Weidel Full Conversation: Tesla CEO speaks to German far-right party AfD chief », *The Economic Times*, disponible sur : www.youtube.com.

14. Cf. E. Dubslaff et H. Stark, « La politique étrangère de l'AfD, entre désintégration à l'Ouest et partenariat à l'Est », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 247, janvier-mars 2024, p. 75-87.

15. « Programm der Alternative für Deutschland für die Wahl zum 21. Deutschen Bundestag », Riesa, AfD, 11-12 janvier 2025, p. 46, disponible sur : www.afd.de.

16. *Ibid.*, p. 34.

Les relations avec les pays tiers – le programme évoque explicitement les États-Unis, la Chine, la Russie et la Turquie – doivent, selon elle, répondre à des intérêts et besoins strictement nationaux en termes de partenariats commerciaux et d'approvisionnement énergétique. Les sanctions dont fait l'objet la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022 doivent être levées et l'aide financière et militaire à l'Ukraine cesser, « au nom de la paix¹⁷ ». Sa politique de défense suit elle aussi le principe d'une plus grande autonomie. Si l'AfD ne se résout pas encore à quitter l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ni l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qu'elle a néanmoins vertement critiquée par le passé, notamment pour sa position antirusse¹⁸, elle refuse son expansion à l'est de l'Europe, à savoir à l'Ukraine, et tout stationnement de missiles états-uniens sur le sol allemand. Selon elle, la défense de l'Allemagne devra à terme s'inscrire dans une alliance militaire européenne dont les contours restent flous. Constatant « l'état déplorable » d'une armée rongée par les coupes budgétaires, l'AfD reproche aux partis gouvernementaux d'avoir « démilitarisé, féminisé et politisé » l'institution et avoir de la sorte « sapé le moral des troupes¹⁹ ». Afin de contrecarrer son déclin supposé et augmenter la capacité militaire du pays, elle préconise donc de développer l'industrie de l'armement, d'augmenter le budget de la Bundeswehr, de rétablir le service militaire et de valoriser un « esprit de corps » fondé sur des « traditions et valeurs allemandes » comme « l'honneur, la loyauté, la camaraderie et le courage²⁰ », valeurs que l'on associe, en Allemagne, au militarisme prussien de la fin du XIX^e siècle.

La question migratoire et le plan de « remigration »

Au croisement entre la politique étrangère et intérieure, c'est la politique migratoire et sécuritaire qui est au cœur de son programme politique. Après avoir dépeint les conséquences « dramatiques » de l'immigration en provenance du Proche-Orient, du Moyen-Orient et de l'Afrique, à savoir selon elle « une croissance démographique non contrôlée, une surcharge des finances publiques, une hausse significative de la criminalité et la mise en danger des systèmes de sécurité sociale et du marché du logement », l'AfD réclame la « fermeture de l'eldorado de l'asile » (*Asylparadies*)²¹ et l'endiguement de l'immigration illégale. Afin d'atteindre cet objectif, elle propose une série de mesures : la sortie du Pacte mondial sur les

17. *Ibid.*, p. 49.

18. D. Neuerer, « Chrupalla verhält sich wie russischer Einflussagent », Handelsblatt, 16 décembre 2024, disponible sur : www.handelsblatt.com.

19. « Rüdiger Lucassen: Pistorius spricht das aus, wovor die AfD-Fraktion seit Jahren warnt », AfD, 1^{er} mars 2023, disponible sur : <https://afdbundestag.de>.

20. *Ibid.*, p. 48-49.

21. *Ibid.*, p. 53.

migrations et sur les réfugiés des Nations unies, un retour aux prérogatives nationales en matière de politique migratoire, le rétablissement des contrôles aux frontières ainsi que l'externalisation en dehors des celles-ci des procédures d'asile, l'exclusion « des étrangers » des aides sociales, et surtout une politique musclée de « remigration » (*Remigration*)²². Ce terme n'est pas choisi au hasard : il est très controversé depuis la divulgation, début 2024, du programme xénophobe et raciste qu'il recouvre²³, mais que scandent avec enthousiasme les partisans de l'AfD lors de ses meetings. Derrière cet euphémisme se cache un plan d'expulsion massive d'immigrés, de réfugiés et de demandeurs d'asile, mais aussi de personnes issues de l'immigration ayant un passeport allemand. À en croire le projet initial, inspiré des thèses du « grand remplacement » très en vogue dans les milieux nationalistes, il pourrait également déboucher sur l'expulsion ou la déportation d'opposants politiques, voire de tout individu « hostile » à l'AfD. Plusieurs millions de personnes pourraient être touchées par des mesures d'éviction. C'est la raison pour laquelle la révélation de ce plan de « remigration » a suscité des manifestations monstres partout en Allemagne, au début de l'année 2024, pour protester contre l'extrême droite et pour la défense des valeurs démocratiques.

Afin de « sécuriser » l'Allemagne, l'AfD propose ensuite d'augmenter le salaire et les effectifs de la police, de la justice et des autres services de sécurité, de durcir le droit pénal pour systématiser l'expulsion de tous les « délinquants étrangers », responsables selon elle de l'augmentation des crimes et délits découlant du terrorisme et du trafic de stupéfiants ainsi que l'accroissement du sentiment d'insécurité lié aux incivilités et aux actes de violence notamment sexuelle. L'AfD propose d'incarcérer de manière préventive toute « personne dangereuse » (*Gefährder*), d'abaisser l'âge de responsabilité pénale à 12 ans et de libéraliser la législation sur les armes. Elle se pose ainsi en héraut de la lutte contre le crime organisé et la criminalité de bandes ou de clans, tous identifiés comme dommages collatéraux de l'immigration et de « sociétés parallèles » évoluant prétendument dans des « *no-go-areas* » en Allemagne²⁴.

22. « Kernforderungen AfD-Wahlprogramm 2025 », AfD, 23 janvier 2025, p. 1, disponible sur : www.afd.de.

23. En novembre 2023, plusieurs membres de l'AfD, dont le conseiller personnel d'Alice Weidel, ont pris part dans un hôtel à Potsdam à une réunion secrète rassemblant des identitaires, des chrétiens-démocrates et des entrepreneurs. À cette occasion, l'identitaire autrichien Martin Sellner a exposé son plan de « remigration », consistant à expulser hors des frontières allemandes toutes les personnes considérées par lui comme non allemandes. Cf. J. Vaillant, « Une résistible ascension de l'AfD ? L'ancrage électoral et politique de l'AfD », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 247, janvier-mars 2024, p. 3-4.

24. « Programm der Alternative für Deutschland », *op. cit.*, p. 59.

Un programme néolibéral et anti-social

Du point de vue du programme économique, l'AfD dit surtout vouloir entraver la « désindustrialisation » allemande en consolidant le *Wirtschaftsstandort Deutschland*, c'est-à-dire la production industrielle et le tissu de petites et moyennes entreprises (*Mittelstand*) formant l'ossature du système économique allemand. Pour ce faire, l'AfD entend déréguler le marché et « libérer » l'Allemagne des injonctions de l'UE – le programme parle de « politique d'économie planifiée de l'UE²⁵ » – et détricoter toutes les initiatives écologistes prises lors des derniers mandats : selon elle, il faudrait supprimer la taxe carbone, investir massivement dans le moteur à combustion afin de sauver l'industrie de l'automobile, prolonger la durée de vie des centrales à charbon, rouvrir les centrales nucléaires et supprimer toute subvention aux énergies renouvelables. Suivant une ligne clairement climatosceptique, elle réfute l'idée d'un changement climatique d'origine humaine et la considère comme idéologiquement construite. Toute politique de protection du climat lui semble par conséquent dispensable : elle souhaite donc sortir de l'accord de Paris sur le climat et encourage, à l'inverse, le recours aux énergies fossiles, décrit comme « nécessaire et judicieux²⁶ ». Le coût de l'énergie est identifié comme principal enjeu de la compétitivité allemande : il doit baisser grâce à l'importation du gaz russe et par la remise en état et en service des gazoducs Nord Stream 1 et 2 qui ont cessé d'être alimentés depuis le début de la guerre en Ukraine, en 2022²⁷. L'AfD préconise aussi de redynamiser le marché du travail en réduisant la bureaucratie, en modernisant les infrastructures et en baissant les impôts sur les entreprises et sur les salaires. Sur ce point, elle rejoint la critique de la CDU mais aussi le positionnement des libéraux-démocrates du FDP. Comme le parti refuse toute immigration de travail, même intracommunautaire, elle exige une meilleure formation de la main-d'œuvre allemande et plaide pour une baisse drastique du « revenu citoyen », l'allocation de chômage (*Bürgergeld*) voulue par le SPD et instaurée en 2023 pour remplacer les allocations Hartz IV très controversées de 2005.

Un retour en arrière : un projet de société ultraconservateur

Le projet sociétal de l'AfD s'oppose, enfin, diamétralement aux politiques d'inclusion et de diversité menées depuis les années 2000 en Allemagne. S'appropriant les termes de combat ultraconservateurs, elle dit rejeter toute « influence *woke*²⁸ » dans les écoles et les universités et plaide pour un

25. *Ibid.*, p. 35.

26. *Ibid.*, p. 41.

27. *Ibid.*, p. 10.

28. *Ibid.*, p. 80.

retour aux valeurs traditionnelles, hétéronormatives, familialistes et patriarcales, et ce au détriment des droits des femmes et des minorités LGBTQIA*. L'AfD dit vouloir protéger les enfants de toute « sexualisation précoce à l'école », du « culte de la transsexualité » ainsi que de « l'idéologie du genre » en canonisant le modèle familial classique constitué d'un père, d'une mère et de l'enfant. Toute constellation déviant de ce modèle – familles monoparentales, recomposées, homoparentales – est rejetée²⁹. Elle entend, de plus, entraver le déclin démographique par la mise en place d'une « culture d'accueil pour les enfants³⁰ » et de mesures pro-natalistes : la mise en place d'un « salaire éducatif » (*Betreuungsgehalt*) jusqu'aux trois ans de chaque enfant, permettant à « l'un des deux parents » – à condition qu'ils soient « allemands » – de se consacrer entièrement à l'éducation des enfants, ainsi qu'un « crédit de démarrage matrimonial » (*Ehe-Start-Kredit*), censé faciliter la fondation d'une famille et dont le remboursement serait corrélé au nombre d'enfants par foyer. L'avortement, toujours illégal mais dépénalisé sous condition en Allemagne, ne doit être autorisé que de manière exceptionnelle.

L'ethno-nationalisme de l'AfD arrime ainsi des idées néolibérales – vestige idéologique de ses débuts – à un souverainisme anti-communautaire et pro-russe mâtiné de racisme et d'un ultra-conservatisme moral. Il ne fait aucun doute que la mise en œuvre politique de ce programme affaiblirait la position de l'Allemagne en Europe et dans le monde et entraînerait une rupture fondamentale avec la culture politique et le système de valeurs de la République fédérale, tant il est europhobe, antihumaniste, illibéral et rétrograde.

29. *Ibid.*, p. 75.

30. *Ibid.*, p. 73.

Les temps sont à la réaction : une campagne sous des auspices droitières

Banalisation des extrêmes droites européennes dans un contexte de crise multiple

Il peut sembler étonnant que l'AfD réussisse à se maintenir, voire à étendre son influence politique dans le pays même où a prospéré le national-socialisme historique, et ce alors que le parti ne cesse de radicaliser son discours et sa posture. Les dynamiques politiques semblent faire fi des traumatismes collectifs du passé et éroder le consensus anti-extrémiste pourtant fondamental pour la culture politique d'outre-Rhin.

L'Allemagne toutefois ne fait pas exception, elle ne fait que suivre des tendances globales : les temps, en Europe et dans le monde, sont à la réaction, comme le montrent avec insistance l'exemple états-unien et le retour d'un Donald Trump bien plus virulent à la Maison-Blanche. Mais même dans l'UE, les pays ne connaissant pas, en 2025, de remise en cause fondamentale du modèle libéralo-occidental par l'essor sur la droite du spectre politique de formations nationales-populistes ou extrémistes se font rares : en France, le RN est aux portes du pouvoir et joue déjà un rôle clé, par sa force à l'Assemblée nationale, dans les politiques gouvernementales ; en Suède, en Finlande, en Slovaquie et aux Pays-Bas, les exécutifs ne peuvent agir sans les formations nationalistes qui siègent au gouvernement³¹ ; l'extrême droite est déjà aux commandes en Hongrie, en Italie et en Belgique³². Mais l'Allemagne regarde surtout vers son « petit frère » dans l'aire germanophone, vers l'Autriche, où viennent d'échouer, en janvier 2025, des pourparlers entre les conservateurs du Parti populaire autrichien (*Österreichische Volkspartei*, ÖVP), les sociaux-démocrates (*Sozial-demokratische Partei Österreich*, SPÖ) et les libéraux (*Neues Österreich und liberales Forum*, NEOS) pour la constitution d'un gouvernement. Contrairement aux promesses effectuées avant les élections de l'Assemblée autrichienne, le Nationalrat, du 29 septembre 2024, le parti

31. L'extrême droite siège au sein des gouvernements en Finlande (Parti des Finlandais), en Slovaquie (Parti national slovaque) et aux Pays-Bas (Parti pour la Liberté). En Suède, les démocrates de Suède de Jimmie Åkesson soutiennent le gouvernement sans y participer.

32. Les gouvernements hongrois, italien et belge sont respectivement dirigés par Viktor Orbán (Fidesz), Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia) et Bart De Wever, leader du parti nationaliste flamand, le N-VA.

de centre-droit ÖVP se propose désormais d'entrer en coalition avec le Parti de la liberté d'Autriche (*Freiheitliche Partei Österreichs*, FPÖ), fondé par d'anciens nazis en 1955 et mené par Herbert Kickl. Ce conseiller politique de Jörg Haider et de Heinz-Christian Strache, anciennes figures de proue du parti, est réputé en Autriche pour ses provocations et dérapages racistes ainsi que pour son adhésion assumée à l'idéologie nationale-socialiste³³. Étant donné que son parti est arrivé en première position à l'issue du vote, c'est désormais lui qui pourrait accéder à la chancellerie autrichienne, une première dans un pays pourtant coutumier d'une extrême droite particulièrement bien implantée à l'échelle régionale³⁴. Depuis 1983, le FPÖ, parti eurosceptique et xénophobe, a été associé à cinq reprises au gouvernement à l'échelle fédérale, mais n'a cependant jamais pu en prendre la direction. Si l'alliance aboutit, l'Autriche banalisera un peu plus la mainmise nationaliste sur l'Europe et rejoindra la Hongrie, l'Italie et la Belgique dans le camp des gouvernements illibéraux au sein de l'UE. S'il existe des liens étroits entre le FPÖ et l'AfD³⁵, le parti d'extrême droite allemand peine toutefois à se rapprocher de formations européennes officiellement plus « modérées » comme le RN, Vox (Espagne), Lega Nord (Italie), le PVV (Pays-Bas) ou Fidesz (Hongrie) qui l'ostracisent en raison de sa radicalité : les tentatives d'« européenisation des extrêmes droites », notamment lancées par le RN, Vox et le PVV, se font, pour l'instant sans l'AfD³⁶. Assez marginalisée au Parlement européen, elle se contente de coopérer avec de petites formations nationalistes comme Reconquête (France) ou Wasraschdane (Bulgarie).

À cette normalisation de l'extrême droite dans les démocraties européennes s'ajoute un contexte national immédiat qui favorise l'émergence de formations contestataires en Allemagne. La crise est d'abord politique : la rupture de la coalition tripartite dite « de progrès », début novembre 2024, a mis en lumière des divergences politiques insurmontables entre le SPD, les Verts et le FDP, entrés en coalition en 2021. Les conflits intestins incessants ont fragilisé leur gouvernance et ont fortement entamé leur crédibilité. Ils ont, par extension, discrédité toute la « gauche » à qui l'on conteste désormais la capacité à gérer les crises et les affaires de l'État. Le malaise gouvernemental a provoqué un effet d'aubaine pour les partis d'opposition situé à droite du spectre politique, et *a fortiori* pour les conservateurs de la CDU et pour l'AfD, qui capitalisent tous les

33. Sur sa radicalité discursive, voir H. Corsini-Murat, « Qui est Kickl ? 11 phrases choc pour prendre l'Autriche », *Grand Continent*, 06 janvier 2025, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

34. En 2025, le FPÖ est membre de cinq coalitions gouvernementales régionales. Il est partenaire minoritaire à Salzburg, dans le Vorarlberg, en Basse-Autriche et en Haute-Autriche et dirige une coalition en Styrie sous la direction du chef de gouvernement (*Landeshauptmann*) Mario Kunasek.

35. S. Löwenstein et T. Weiß, « Das gemeinsame Netzwerk von FPÖ und AfD », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), 6 février 2025, disponible sur : www.faz.net.

36. C. Thibaud, « 'Make Europe Great Again' : à Madrid, la droite radicale européenne veut profiter de la vague Trump », *Les Échos*, 7 février 2025, disponible sur : www.lesechos.fr.

deux sur le bilan mitigé³⁷ de la coalition « feu tricolore ». Mais la crise, à la fois conjoncturelle et structurelle, est aussi économique. La guerre en Ukraine a entraîné une hausse vertigineuse des prix de l'énergie et la menace d'une guerre commerciale avec les États-Unis, premier partenaire économique de l'Allemagne, continue de déstabiliser les marchés, tandis que l'inflation et la dette pèsent lourdement sur les ménages et les entreprises. La pénurie de main-d'œuvre, le vieillissement de la population et le retard dans l'innovation, notamment dans des secteurs stratégiques comme l'automobile, risquent, de plus, d'aggraver les déficits à l'avenir. De nombreuses entreprises, dont des fleurons de l'économie allemande comme Volkswagen ou Miele, font face à des difficultés croissantes, avec des fermetures de sites et une délocalisation accrue, notamment vers la Pologne qui connaît quant à elle une conjoncture dynamique. En Allemagne, la croissance reste minime après deux années de récession – les prévisions tablent sur une croissance de 0,3 % en 2025³⁸ – et le chômage augmente – il est passé à 6,4 % en janvier 2025, une première en dix ans. Le marasme économique menace le « modèle allemand ». Il pourrait, en outre, faire ressurgir des tensions sociales et identitaires liées à la peur du déclassement comme au début des années 2000 lorsque l'Allemagne était surnommée « l'homme malade de l'UE ». Le recul du « *Made in Germany* », désormais associé à un certain déclin industriel et à la perte de compétitivité, fragilise la position de l'Allemagne sur la scène internationale et écorne, de surcroît, l'amour-propre d'un pays qui a bâti sa fierté sur sa puissance économique. Dans ces conditions, les partis d'opposition et *a fortiori* l'AfD ont beau jeu d'exploiter électoralement les peurs liées à la déstabilisation d'un système politique et économique qui a toujours été considéré comme garant de la prospérité en Allemagne. Alice Weidel, la candidate de l'AfD à la chancellerie, en tout cas joue pleinement cette carte politique.

Alice Weidel, candidate de l'AfD et égérie de l'extrême droite

Officiellement désignée lors du congrès de son parti, les 11 et 12 janvier 2025 à Riesa en Saxe, Alice Weidel est la première candidate officielle à la chancellerie jamais élue dans l'histoire de l'AfD. Elle y incarne pourtant une figure paradoxale. Co-présidente de l'Alternative depuis 2022, elle se distingue non seulement par son genre, mais aussi par son profil. Sa candidature, contre-intuitive à bien des égards, vient bousculer les codes du politique. Alice Weidel, à l'instar de Marine Le Pen en France et

37. E. Dubslaff, P. Maurice *et al.*, « Les évolutions du paysage politique en Allemagne », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 250, octobre-décembre 2024, p. 12-66.

38. « Leichter Zuwachs der Wirtschaftsleistung », Die Bundesregierung, 29 janvier 2025, disponible sur : www.bundesregierung.de.

Giorgia Meloni en Italie, rejoint le concert des partis d'extrême droite, dirigés par des femmes. C'est assurément une manière de prendre le contre-pied d'une culture politique encore largement dominée par les hommes : tous les autres partis – la CDU/CSU (Friedrich Merz), le SPD (Olaf Scholz), Bündnis 90/Die Grünen (Robert Habeck), le FDP (Christian Lindner), à l'exception de l'Alliance Sahra Wagenknecht (Bündnis Sahra Wagenknecht, BSW) – proposent des candidatures masculines à la chancellerie. Weidel, cependant, n'en représente pas moins une « anomalie », tant son profil détonne au sein de sa famille politique : lesbienne assumée, vivant en couple avec une femme d'origine sri lankaise, avec laquelle elle élève deux garçons dans la petite ville suisse d'Einsiedeln, elle se voit défendre un programme politique à la fois traditionaliste, hétéronormatif et antiféministe. Or, c'est peut-être cette dissonance cognitive sur le plan personnel – Alice Weidel défend une idéologie et un programme contraires à ses intérêts propres – qui fait sa force politique : représentant la « diversité » à la sauce extrémiste, elle semble exempte de tout soupçon de radicalité, alors même que les faits et ses prises de parole prouvent le contraire.

Son parcours figure assurément parmi ses points forts. Alice Weidel, dont le grand-père Hans Weidel était dirigeant du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, NSDAP), membre des SS et juge militaire pendant la Seconde Guerre mondiale, est née en 1979 à Gütersloh en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Après son baccalauréat (*Abitur*) en 1998, elle fait des études d'économie et de gestion d'entreprise, puis une thèse de doctorat à l'université de Bayreuth en Bavière avant d'entamer une carrière à l'international dans la finance qui la mène de Goldman Sachs et d'Allianz Investors en Asie : elle passe du Japon à Singapour, puis à la Chine où elle travaille dans le consulting pendant plusieurs années. Transfuge du FDP, elle rejoint l'AfD dès sa fondation, en 2013, et y fait rapidement carrière, notamment grâce à son expertise économique et financière venant combler une lacune dans un parti qui manque cruellement de personnel politique qualifié et présentable. Son ancienneté au sein du mouvement, qui marque sa fidélité à la cause, lui confère une légitimité supplémentaire, même si celle-ci a pu, par le passé, être remise en cause par son principal rival, Björn Höcke, dont les ambitions nationales sont connues. Pour le moment, toutefois, une paix de circonstance règne entre les différentes factions qui se sont rassemblées autour de la candidate le temps de la campagne électorale, mais il est probable que la lutte pour la suprématie au sein de l'AfD reprendra de plus belle après les élections de février.

Faisant originellement partie des forces « modérées » et nationales-libérales, Weidel s'est progressivement adaptée – par opportunisme ou par conviction ? – aux revirements idéologiques du parti pour devenir l'une des voix racistes et anti-migrantes les plus virulentes dans le paysage politique allemand. Sa sortie, faite le 16 mai 2018 lors d'un discours tenu en plénière

au Bundestag, sur les « burkas, les fillettes voilées et les hommes à couteau vivant sur le dos de la société et autres bons à rien³⁹ » a planté le décor et fait date dans la chronique parlementaire. Pour ses partisans, elle incarne le racisme décomplexé des classes moyennes et défavorisées délestées de la « bien-pensance » que l'AfD identifie et réprouve chez les partis établis. Weidel refuse l'étiquette « *queer* » pour elle-même, mais n'hésite pas à recourir à des arguments « homonationalistes » pour justifier son racisme⁴⁰. Elle peut ainsi donner l'impression de défendre les droits des minorités sexuelles et blanchir son parti de tout semblant d'homophobie, alors que la ligne du parti et sa pratique dans les parlements sont manifestement LGBT-phobes⁴¹. Femme de toutes les contradictions, elle est adulée pour son intransigeance politique, son style agressif et ses provocations qu'elle a érigés en marque de fabrique. Elle se grime en « dame de fer » en hommage à Margareth Thatcher, qui, disait-elle en 2017, était son modèle politique parce qu'elle avait su « remettre sur pied la Grande-Bretagne alors que celle-ci faisait face à la ruine économique⁴² ». Adepte de *fake news* et de contre-vérités à la Donald Trump, Alice Weidel n'est pas une oratrice charismatique, mais elle est ambitieuse, volontaire et avide de pouvoir – et elle se projette à la chancellerie, non pas en 2025, mais en 2029 : tel est l'horizon défini par l'AfD pour la conquête du pouvoir. Parvenant à incarner l'extrémisme tout en restant « fréquentable », présentable et crédible, elle a su se positionner comme figure du compromis et rencontre un certain succès : elle se situe actuellement en deuxième position (17 %), juste derrière Friedrich Merz (18 %), des candidats préférés à la chancellerie⁴³. En dépit des conflits internes, elle est *a priori* la mieux placée pour mener l'AfD dans les prochaines batailles électorales.

39. « Burkas, Kopftuchmädchen und alimentierte Messermänner und sonstige Taugenichtse werden unseren Wohlstand, das Wirtschaftswachstum und vor allem den Sozialstaat nicht sichern ». Lire « AfD-Fraktionschefin löst mit ausländerfeindlicher Rede Tumulte aus », Reuters, 16 mai 2018, disponible sur : www.reuters.com.

40. L'« homonationalisme » revient à instrumentaliser l'homosexualité à des fins racistes. Ainsi, Alice Weidel explique que son racisme découle notamment de sa volonté de défendre son mode de vie occidental (liberté sexuelle, droits des minorités, etc.) contre des populations immigrées de confession musulmane dont les mœurs seraient supposément arriérées. Elle a avancé cet argument pendant son premier meeting de campagne à Halle, le 25 janvier 2025. Lire « Wahlkampfauftakt: Mega-Veranstaltung mit Alice Weidel in Halle! », Youtube, disponible sur : www.youtube.com.

41. Le parti s'est opposé au mariage pour tous, décidé en 2017 et souhaite supprimer la loi contre les discriminations (*Antidiskriminierungsgesetz*) ainsi que tous les programmes publics de soutien à la diversité et notamment à la communauté LGBTQIA*.

42. « “Margaret Thatcher is my role model” – German far-right AfD leader », Reuters, 28 octobre 2017, disponible sur : www.reuters.com.

43. « Kanzlerfrage und Koalitionspräferenzen – Entwicklungen », Ipsos, 5 février 2025, disponible sur : www.ipsos.com.

Une dynamique de campagne favorable

La campagne de l'AfD connaît une dynamique sans précédent. Avec des intentions de vote estimées entre 20 % et 23 %, elle semble sur le point d'atteindre un score inédit et bouleverse de ce fait le paysage politique avant même les élections du 23 février 2025. Contrairement aux autres partis, notamment le SPD, peinant à entrer en campagne, l'AfD maîtrise parfaitement la sienne. Lors du congrès de l'Alternative, elle a su mettre en scène la cohésion de sa famille politique : les militants et permanents ont affiché un soutien sans faille à leur candidate. Les rangs ont été resserrés autour de la direction de l'AfD, le contrôle renforcé sur les fédérations régionales et sur les organisations affiliées, notamment sur l'organisation de jeunesse, la Jeune alternative (Junge Alternative, JA), dissoute lors du même congrès en raison de sa radicalité⁴⁴. Une nouvelle structure doit être créée et directement inféodée au parti afin de canaliser, surveiller la jeunesse militante et ne pas donner de gage supplémentaire à ses détracteurs qui souhaiteraient faire interdire l'AfD.

Le parti a de plus bénéficié de précieux soutiens venus de l'étranger, surtout des États-Unis, et qui ont vraisemblablement joué un rôle clé dans son ascension. Elon Musk, multimilliardaire, libertaire, suprémaciste et fervent soutien de Donald Trump, intervient régulièrement, depuis décembre 2024, dans la campagne électorale allemande. Après avoir traité le chancelier Scholz « d'abruti », il a appelé plusieurs fois à voter pour l'AfD, d'abord sur son réseau social « X », puis dans la presse allemande, arguant que « seule l'AfD (pouvait) sauver l'Allemagne⁴⁵ ». Il a invité Alice Weidel à une longue discussion en anglais retransmise en direct sur « X », où les deux ont mis en scène leur connivence idéologique. En contrepartie, Musk a été invité à intervenir, depuis les États-Unis, au meeting de l'AfD à Halle où il a exalté la fierté allemande et martelé son mantra du « *Make Germany Great Again* ». Donald Trump n'est pas en reste : il a invité Alice Weidel et Tino Chrupalla à sa cérémonie d'investiture, à l'inverse du chancelier Scholz ou du président fédéral Steinmeier qui eux n'y étaient pas conviés, laissant entendre que l'AfD pourrait à l'avenir être un interlocuteur privilégié du gouvernement Trump et du Parti républicain. Il paraît en tout cas indéniable que ces connexions transatlantiques offrent à l'AfD un prestige supplémentaire. Elles consolident son image de force politique en phase avec les enjeux de son temps.

Forte de ces soutiens et de ses coups de communication, l'AfD est omniprésente dans le débat public ; elle impose ses thèmes et sa rhétorique avec une efficacité redoutable. Attaquée par les médias traditionnels qu'elle

44. L'Office fédéral de protection de la constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz – BfV) a confirmé, en 2023, le caractère « extrémiste avéré » de la JA.

45. « Warum Elon Musk auf die AfD setzt – und warum er dabei irrt », *Die Welt*, 28 décembre 2024, disponible sur : www.welt.de.

qualifie de « médias du système » (*Systemmedien*), elle privilégie les plateformes numériques, les réseaux sociaux, YouTube et les médias d'extrême droite où elle dispose d'une forte visibilité. L'AfD profite, enfin, de l'actualité brûlante et des conséquences des attentats de Magdebourg, de Solingen et d'Aschaffenburg⁴⁶ perpétrés par des personnes issues de l'immigration : la question migratoire domine désormais la campagne électorale – et l'AfD est le parti qui en tire le plus grand avantage politique. Depuis l'accueil massif de réfugiés et d'immigrés venus de Syrie et du Maghreb en 2015-2016, puis d'Ukraine et de Russie, mais aussi du Proche-Orient et du Moyen-Orient, l'arrivée de nouveaux migrants est de plus en plus considérée, en Allemagne, comme une menace pour l'ordre et la sécurité que les administrations, les services de police et de renseignement ne jugulent que difficilement. Le discours anti-migrants gagne du terrain et se diffuse dans le débat public qui est marqué par une droitisation, voire par une hystérisation qu'exploite pleinement l'AfD. Mais la CDU tente elle aussi d'occuper le terrain en reprenant à son compte des idées de l'AfD. Elle a notamment proposé de déchoir de la nationalité allemande toute personne double-nationale condamnée pour de graves délits⁴⁷. Puis, après l'attentat d'Aschaffenburg du 22 janvier 2025, Friedrich Merz a soumis au vote des députés du Bundestag un « plan en cinq points⁴⁸ », censé durcir notamment la politique d'asile allemande. Se laissant emporter à dire qu'il invitait « tout le monde » à voter pour ce texte, ce dernier a été adopté, le 29 janvier 2025, grâce aux voix de la CDU/CSU, du FDP et surtout de l'AfD, provoquant un tollé général, une forte réprobation des Églises chrétiennes et des manifestations citoyennes dans de nombreuses villes allemandes. Même si ce texte n'est pas contraignant juridiquement et qu'il ne sera donc pas mis en œuvre dans la mandature actuelle, Friedrich Merz a brisé un tabou et fragilisé le cordon sanitaire. En acceptant le concours de l'AfD pour obtenir une majorité, il a affaibli le consensus démocratique et heurté ses potentiels partenaires de coalition, le SPD et les Verts. Il a, enfin, « dédramatisé » un peu plus l'AfD et banalisé ses positions anti-migratoires. L'AfD, depuis, exulte et propose de former une alliance « noire-bleue » (CDU-AfD) à l'issue des législatives. Elle ne verra pas le jour dans l'immédiat, mais l'idée d'une telle coalition commencera inexorablement à faire son chemin, notamment à l'échelle régionale, à l'est de l'Allemagne, où la pression extrémiste est la plus forte.

46. Tous ces attentats à la voiture-bélier (Magdebourg) et au couteau (Solingen, Aschaffenburg) ont été perpétrés par des immigrés ou des demandeurs d'asile en situation irrégulière.

47. « Kein deutscher Pass für schwere Straftäter », CDU, 20 janvier 2025, disponible sur : www.cdu.de.

48. Ce plan prévoyait le retour des contrôles aux frontières et le refoulement des réfugiés, l'interdiction faite aux demandeurs d'asile déboutés d'entrer sur le territoire, la détention des demandeurs d'asile délinquants, l'augmentation des expulsions et des restrictions au regroupement familial.

L'AfD comme deuxième force politique à l'issue des élections fédérales ?

Contrairement aux apparences, l'AfD, n'est pas (encore) aux portes du pouvoir. Le consensus anti-extrémiste reste puissant et la société civile très engagée, comme l'ont montré, début février, les manifestations devant la centrale du parti de la CDU, à Berlin, mais aussi ailleurs en Allemagne. Elles ont rassemblé des centaines de milliers de personnes venues protester contre la normalisation de l'extrême droite dans le système politique allemand et réclamer l'interdiction de l'AfD, comme le prévoit la Loi fondamentale pour les partis anticonstitutionnels. Une alliance trans-partisane de députés, menée par le chrétien-démocrate Marco Wanderwitz, avait d'ailleurs espéré pouvoir encore soumettre au vote des parlementaires du Bundestag le lancement d'une telle procédure auprès de la Cour constitutionnelle fédérale, le 30 janvier 2025, mais en vain : l'initiative n'a pas abouti.

Dans ce contexte électrique, les élections du 23 février 2025 pourraient bien redéfinir les configurations politiques en Allemagne. Si les prévisions se confirment, la CDU de Merz et la CSU devraient arriver en tête, avec des choix de coalition fortement restreints. En fonction des résultats, une alliance avec un ou deux partenaires sera envisagée, mais tout dépendra de la répartition des sièges et du nombre de partis réussissant à entrer au Bundestag. Si le FDP, la BSW et Die Linke n'y parviennent pas, le scénario le plus probable est celui d'une grande coalition (GroKo) avec le SPD. Mais une telle coalition risquerait de renforcer encore l'extrême droite. L'AfD, qui pourrait devenir la deuxième force politique, se positionnera sans doute en tant que premier parti d'opposition. Bien qu'un scénario à l'autrichienne, avec une participation de l'AfD à une coalition gouvernementale, semble peu probable en Allemagne, Merz l'ayant toujours exclu publiquement, le parti continuera néanmoins à exercer une forte influence dans le paysage politique allemand.

Les dernières publications du Cerfa

- J. Süß, « [Les libéraux-démocrates face aux élections fédérales allemandes. Un parti en lutte pour sa survie](#) », *Notes du Cerfa*, n° 183, février 2025
- N. Batteux, « [Le SPD à l'épreuve des élections législatives de 2025 : du parti du chancelier au partenaire junior de coalition ?](#) », *Notes du Cerfa*, n° 182, février 2025
- M. Baloge, « [La CDU lors des élections de 2025 : un chemin tracé vers la chancellerie, mais parsemé d'embûches](#) », *Notes du Cerfa*, n° 181, janvier 2025
- P. Maurice, « [L'Allemagne en campagne pour les élections anticipées du 23 février. Enjeux d'un scrutin à risque](#) », *Éditoriaux de l'Ifri*, janvier 2025
- P. Maurice, H. Stark, « [70e anniversaire du Cerfa. Genèse, histoire et visions pour les relations franco-allemandes](#) », *Notes du Cerfa*, n° 180, décembre 2024
- P. Maurice, « [Trente-cinq ans après la chute du mur de Berlin : à l'Est quoi de nouveau ?](#) », *Briefing de l'Ifri*, novembre 2024
- J. Süß, « [Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg. Raz-de-marée pour les extrêmes ?](#) », *Briefing de l'Ifri*, septembre 2024



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org